



## Mairie de Mende Place de Gaulle 48000 MENDE

Monsieur le Maire,

Depuis mercredi 22 juin, Ludwig Verschate, fauconnier originaire des Hautes-Pyrénées, travaille avec deux faucons et trois buses à l'effarouchement des pigeons du centre de Mende suivant votre site internet. Il est prévu qu'il reste 8 jours pour finaliser ce travail. Déjà en avril 2015 la même opération avait été menée et un reportage de France 3 avait même été tourné à l'occasion. En 2016 le journal Midi Libre a publié aussi un article sur la chasse en cours. Que ce soit en 2015 ou 2016 la commune de Mende affirme qu'aucun pigeon n'est tué, que l'opération d'une semaine, très efficace, fait fuir la majorité des pigeons durablement et que s'il faut recommencer chaque année c'est à cause des habitants qui nourrissent ceux que le fauconnier a bien voulu laisser sur place. Dans l'article du Midi Libre du 27/06/2016 le fauconnier affirme :

Mais il faut savoir qu'il est important de laisser quelques pigeons en ville pour ne pas qu'un autre nuisible, comme le rat, prenne sa place. ... On fonctionne en effarouchement pour ne pas que le pigeon revienne ; on n'est pas là pour laisser un carnage derrière nous. ... Ainsi, les pigeons sont déplacés par petits groupes vers les forêts des alentours, apeurés par le faucon qui les poursuit ; ce sera désormais leur nouveau domicile. L'intervention du fauconnier et de ses deux faucons et trois buses se déroulera sur huit jours et devrait porter ses fruits comme l'an dernier.

Donc si nous suivons la communication du fauconnier et celle de vos services (pour le public, les médias), un fauconnier vient chaque année à Mende, fait voler quelques rapaces pendant une semaine et puis, comme un tour de magie, les pigeons disparaissent pendant de longs mois et bien évidemment avec aucun oiseau tué lors de ces chasses. Un vrai monde de bisounours. Les pigeons touristes domestiques vivent en colonie et se regroupent où ils sont nés, c'est le phénomène d'imprégnation. Les nids occupés s'ils sont laissés vacants temporairement à cause d'un vol de rapaces sont, dès la menace disparue, réoccupés. Quand les rapaces volent les oiseaux partent dans toutes les directions mais reviennent. Imaginons qu'on capture les pigeons de Mende et qu'on les relâche à 500 km et bien les pigeons reviendront (dans la proportion de 60 %) en moins d'une semaine car ils sont imprégnés du lieu où ils sont nés, sans compter qu'en plus les sites de nidification sont rares (1/3 des pigeons domestiques arrive à se reproduire). Les pigeons touristes sont de la même espèce que les pigeons voyageurs. Pigeons voyageurs, distance de retour, record mondial de 1931 : l'oiseau aurait mis 24 jours pour aller d'Arras à Saïgon, couvrant quelque 11 500 km d'un continent à l'autre.

D'où notre scepticisme quand on affirme que les pigeons mendois disparaissent au bout d'une semaine sans retour massif au bout de quelques semaines. C'est une impossibilité en colombophilie ! Toujours dans l'article du Midi Libre du 27/06/2016 le fauconnier affirme que : « les pigeons sont déplacés par petits groupes vers les forêts des alentours, apeurés par le faucon qui les poursuit ; ce sera désormais leur nouveau domicile ». Vous avez déjà observé des pigeons touristes vivant et nidifiant dans des arbres ? Nous jamais, pourtant nous sommes des spécialistes. Ces oiseaux nidifient sur les bâtiments qui leur rappellent leurs falaises et montagnes d'origine (on peut aussi les appeler des pigeons de roche) et jamais aucun ornithologue n'en a vu nicher en forêt ou sur les arbres. En résumé à Mende on fait voler quelques rapaces pendant une semaine et puis par un tour de passe-passe mystérieux les pigeons domestiques harts disparaissent pendant de longs mois, puis les effectifs se reconstituent à cause de la population qui leur donne à manger (selon vos affirmations) et l'année suivante, Houdini entre de nouveau en fonction. Mais où sont passés les pigeons disparus ?

Bon soyons bon prince et imaginons que la thèse exposée par le fauconnier et la commune de Mende soit possible et qu'un tel tour de magie soit possible, cette chasse avec des rapaces sur le domaine public est elle si propre, écologique, bref « tout ça » ? Un effarouchement sans chasse pour tuer, uniquement pour faire peur aux oiseaux, entraîne des morts accidentels, car les rapaces ne sont pas contrôlables à 100 %. Les fauconniers estiment de 1 à 5 % les morts accidentels. Et quand une buse attrape un pigeon domestique c'est souvent l'horreur, ainsi peut-on lire au sujet des ces opérations dans la presse : « Des fauconniers sont intervenus pour éliminer les pigeons ... il y avait du sang et des plumes devant la boutique ... un pigeon est entré dans le magasin, il était amoché ... J'ai aperçu un pigeon et, aussitôt, un faucon lui est tombé dessus ». Et ces oiseaux dressés pour tuer, laissés en toute illégalité sur la voie publique, entraînent des incidents plus ou moins graves comme l'attaque d'un bébé, d'un petit chien, etc. La commune de Mende a-t-elle publié un arrêté de police autorisant cette chasse en ville ? Et si c'est le cas pouvez-vous nous en envoyer une copie en vertu du droit d'accès par chaque citoyen aux documents administratifs ?

## DÉPIGEONNAGE OU CHASSE PAR RAPACES, QUELQUES INCIDENTS EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER

### Article du Point Publié le 11/09/2008 N°1878 - Faune : gare aux envahisseurs

« Il y a parfois des accidents », admet l'effaroucheur. Toute la difficulté, lors des interventions en ville, est de garder le contrôle sur des rapaces libres d'aller où bon leur semble. « Nous les dotons d'un émetteur, car il faut souvent aller les chercher chez des particuliers, dans un jardin privé ou dans un appartement où ils sont entrés, par la fenêtre, à la poursuite d'un oiseau. L'autre jour, j'ai sonné chez une dame que j'ai trouvée pétrifiée : mon faucon était en train de plumer un pigeon sous la table de sa cuisine ! »

## Lesparre-Médoc -Sud-ouest le 07/10/2014 le mystère des pigeons disparus

... Une autre : « J'ai vu en arrivant un amas de plumes devant le magasin ». Une troisième complète : « Jeudi après-midi, **un pigeon est entré dans le magasin, il était amoché** ». Ce même après-midi, plusieurs commerçants ont reçu la visite d'individus portant des t-shirts avec l'inscription « fauconnier ». « Ils sont venus nous voir jeudi, et ont demandé à jeter un coup d'œil en disant que certains propriétaires ne voulaient pas les laisser entrer. Ils ont ajouté qu'ils reviendraient dans la rue le lendemain dans la nuit », indique l'un d'entre eux.

Et, pour ce qui s'est passé la nuit même, une habitante raconte : « Je les ai vus le second soir. J'ai entre-baillé mon volet, et tout l'éclairage public était éteint. J'ai aperçu un pigeon et, aussitôt, un faucon lui est tombé dessus. **J'ai entendu un coup de sifflet, et le faucon est reparti avec le pigeon dans ses serres** ».

... Beaucoup se déclarent choqués de ne pas avoir été avertis, notamment au regard **des risques encourus par les animaux domestiques pouvant se promener sur un toit ou un balcon**, ou de ceux liés à l'absence d'éclairage public, puisque les rapaces sont apparemment guidés par un projecteur dans le noir absolu.

## Chasse info - Syndicat national de la Chasse - Source : UNAPAF

### DRESSÉE POUR TUER LES PIGEONS LA BUSE ATTAQUE UN ENFANT

RÉGULATION des naissances dans les pigeonniers, contraceptifs oraux, filets sur les toits, rangées de piques en métal installées sur les balcons, interdiction de les nourrir. Les méthodes pour effaroucher et empêcher les pigeons parisiens de se reproduire, si elles ne sont pas toujours très efficaces, sont néanmoins légion.

Dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, des petits malins ont décidé d'user, eux, d'une méthode inédite jusque là dans Paris intra-muros: La buse chasseuse de pigeon. D'insolite, la méthode vient malheureusement de devenir dangereuse.

Cette semaine, **la buse s'en est prise à un enfant d'une dizaine d'années qui jouait dans le parc** en bas de l'appartement de ses grands-parents. **Le rapace s'est accroché sur la poitrine du petit garçon avec ses serres et l'a blessé à l'œil** Transporté à l'hôpital, il a reçu deux points de suture à la paupière mais l'œil n'aurait pas été touché, « Je l'ai entendu crier », raconte une maman témoin de la scène. « Le temps que j'arrive, l'oiseau s'était envolé et l'enfant avait l'œil gonflé, tout bleu, plein de sang, j'ai cru qu'il était crevé ».

L'incident a créé l'émoi dans cette grande résidence privée du boulevard de Montmorency. « Un animal de proie dans un parc où jouent des enfants, mais rendez-vous compte! En plein Paris. C'est n'importe quoi... » s'emporte un habitant.

## Une attaque près de la maison de repos Par William Tinning Royaume-Unis Écosse.

**Un faucon employé par un Conseil local pour effaroucher des mouettes a attaqué par surprise et saisi le yorkshire d'une femme et a essayé de s'envoler avec.** Le yorkshire adulte a eu des dommages graves après l'attaque à Aberdeen. La buse Harris, à l'aurore, effarouchait des mouettes près d'une maison de repos quand l'incident a eu lieu.

« Le faucon se reposait dans un arbre et dès **qu'il a repéré la chienne il a fait un piqué sur elle.** Tout s'est produit en quelques secondes. **Il est descendu et a mis ses serres dans son cou et battait des ailes pour s'envoler.** La chienne combattait mais j'ai pensé qu'elle était foutue. »

« Je criais et pleurais parce que je pensais que j'allais la perdre. Un faucon essayant de manger votre chien est la dernière chose que vous comptez voir à Aberdeen. » La chienne n'était pas sur un balcon quand elle a été saisie et traînée sur 5 pieds par terre. L'animal de compagnie a été sauvé quand le traiteur d'Auroras s'est avancé sur elle. La chienne a eu des blessures de morsure à son œil et à l'épaule gauche et a eu beaucoup de larmes de souffrance. Elle a été portée au vétérinaire et a été traitée pour le choc. Le vétérinaire a dit qu'un chien plus âgé n'aurait pas survécu. Mme Milne, la propriétaire du chien, a dit que le chien récupérerait. « J'ai l'espoir que des mesures soient prises pour s'assurer que cela ne se reproduise plus. La prochaine fois le faucon pourrait s'attaquer à un enfant. »

Pour conclure, nous affirmons que le fauconnier Ludwig Verschatse (SARL Fauconnerie Merlyn) quand il intervient à Mende tue directement les pigeons domestiques avec ses rapaces et que peut-être il les piège aussi comme le font tous ces concurrents (ils sont quelques dizaines à exercer en France). C'est absolument illégal et vous trouverez en annexe la législation applicable. Nous vous demandons donc de stopper immédiatement ces mauvais traitements à animal domestique.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées,

Pascal Cousin, Président de NALO, le 30/06/2016

Courriel : [association.nalo@free.fr](mailto:association.nalo@free.fr)

Site internet : [http://cousin.pascal1.free.fr/nalo\\_sommaire.html](http://cousin.pascal1.free.fr/nalo_sommaire.html)

# ANNEXE

## Sur l'illégalité des mises à mort des pigeons domestiques par fauconnerie à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales

**Ce sont des actes de mauvais traitement envers un animal domestique punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe (Article R654-1 du Code Pénal) :**

### Article R654-1

Hors le cas prévu par l'article 511-1, le fait, **sans nécessité**, publiquement ou non, d'exercer **volontairement** des **mauvais traitements** envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe.

**Ce sont des actes de cruauté sur des animaux domestiques.**

### Code Pénal article 521-1

Le fait, publiquement ou non, d'exercer des sévices graves, ou de nature sexuelle, ou de commettre un acte de cruauté envers un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende.

### JURISPRUDENCE

#### **Cour de cassation chambre criminelle Audience publique du 25 septembre 2012**

**N° de pourvoi: 11-86400**

1) alors que, le délit de l'article 521-1 du code pénal réprime le fait, d'exercer des sévices graves, ou de nature sexuelle, ou **de commettre un acte de cruauté dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort** d'un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité ; qu'en l'espèce, les juges ont relevé que M. X... avait attaché un berger allemand depuis plus de huit jours à une bétonnière, sans nourriture et sans abri adapté à sa morphologie, ainsi qu'un bouc par une chaîne incarnée dans les chairs de son cou ; qu'en l'état de ces motifs qui ne caractérisent pas des sévices graves ou des actes de cruauté accomplis intentionnellement dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard des textes susvisés ;

2) alors que, **le délit de l'article 521-1 du code pénal exige que le dol spécial consistant à commettre des sévices graves ou un acte de cruauté dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort d'un animal soit caractérisé** ; qu'en se bornant à constater que l'intéressé avait « la conscience des souffrances subies » ou ne pouvait pas ignorer que les actes étaient pour les animaux « générateur de souffrances graves et à terme, de mort », les juges n'ont pas caractérisé l'élément intentionnel dudit délit ; que la cour d'appel a, de nouveau, privé sa décision de base légale au regard des textes susvisés ;

#### **Cour de cassation chambre criminelle Audience publique du 4 mai 2010**

**N° de pourvoi: 09-83403**

1) alors que l'article 521-1 du code pénal réprime le fait d'exercer des sévices graves **ou de commettre un acte de cruauté dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort d'un animal domestique** ; qu'en l'espèce, la cour d'appel s'est bornée, pour retenir la culpabilité de Philippe X..., à énoncer que l'ânesse était en état d'agonie, ne pouvait mettre bas sans le recours à une césarienne et que, sans doute par souci d'économie, il avait omis de faire appel à un vétérinaire et avait ainsi provoqué de manière intentionnelle les souffrances et la mort de cet animal ; qu'il s'évince de ces énonciations que Philippe X... **n'a accompli aucun acte de cruauté intentionnellement dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort** ; qu'en jugeant le contraire, la cour d'appel a violé les textes précités ;

2) alors que le délit de l'article 521-1 du code pénal exige que **le dol spécial consistant à commettre un acte de cruauté dans le dessein de provoquer la souffrance ou la mort d'un animal domestique soit caractérisé** ; que l'omission de faire appel à un vétérinaire, sans doute par souci d'économie, pour aider une ânesse à mettre bas, **ne caractérise pas l'élément intentionnel dudit délit** ; que l'arrêt est entaché d'un manque de base légale au regard des textes précités ;

## RÉSUMÉ DE LA RÉGLEMENTATION

Les pigeons des villes ont le statut d'animal domestique sans propriétaire. Ce sont des animaux domestiques retournés à la vie sauvage mais conservant leurs caractères domestiques à la suite d'une modification permanente par l'homme de leur patrimoine génétique.

**Ainsi selon la justice**, même s'il vit en liberté le fait de dépendre de l'homme pour sa nourriture, de vivre à son contact et d'être apprécié par l'homme sont des indications permettant de conclure à la domestication de l'animal ; les décisions basées, en outre

sur le décret n° 77-1297 du 25 novembre 1977 qui définit les espèces non domestiques, un animal modifié par sélection étant domestique par ce décret. (voir C. Cass. C. Crim. 29 avril 2003) ; même si l'animal domestique vit en liberté ou s'est échappé, il reste domestique pour les tribunaux. (voir C. Cass. C. Crim. 28 février 1989) ; Les tribunaux peuvent considérer le pigeon biset des villes comme domestique par exemple T.G.I. d'Epinal - Correct. n° de jugement : 1295/2004 audience publique du 28/06/2004.

**Selon les scientifiques et les ornithologues**, l'INRA qui déclare que ces oiseaux ont le statut d'animaux domestiques, bien que sans propriétaires ; l'étude ornithologique en partenariat avec l'ONCFS et la région de Corse, DIREN. 2006 recensement des populations reproductrices de quelques oiseaux rupestres sur le littoral entre les îles Sanguinaires à Ajaccio (ZPS FR9410096) et Arone à Piana (SIC FR94000574) Ajaccio. 17p. Daycard, L. & Thibault, J.-C. 1989. Le pigeon biset (*Columba livia*) en Corse : répartition et reproduction. PNR de Corse, Ajaccio. 12 p., qui écrit :

« En France, il ne semble subsister des populations sauvages naturelles qu'en Corse, notamment sur le littoral entre Calvi et Cargèse, dans la région de Bonifacio et localement à l'intérieur, et en Bretagne à Belle-Île. » ; la publication « Le Pigeon marron (le Pigeon biset) : *Columba livia* J.F. Gmelin, 1789 de Olivier Lorvelec, Jean-Denis Vigne & Michel Pascal » qui affirme que :

« toutes ces populations ont perdu leur pureté phénotypique, à l'exception peut être de celle de Corse (Dubois et al., 2000), et l'évocation de l'existence actuelle de populations sauvages de Pigeon biset dans le Massif Central et en Provence (Patrimoine, 1994) est sujette à caution. À cette importante réduction de l'aire de répartition de la forme sauvage de l'espèce s'oppose la colonisation de la quasi-totalité des agglomérations urbaines du territoire par des populations marronnes de la forme domestique, processus rapporté pour la ville de Londres dès le 14ème siècle (Lever, 1987). »

**Enfin selon le ministère de l'agriculture et le gouvernement**, la réponse du Ministère de l'agriculture à une lettre de Madame Nadia Fontenaille, Présidente de la S.P.O.V. en date du 5 mars 2004 :

« En ce qui concerne l'euthanasie des pigeons, la réglementation actuelle ne prévoit pas d'agrément particulier des méthodes de mise à mort ... utiliser pour l'euthanasie des pigeons le matériel de leur choix, à condition de se conformer aux dispositions générales des articles L. 214-3 du code rural et 521-1 du code pénal. Toutefois, les directions départementales des services vétérinaires peuvent contrôler à tout moment l'absence de mauvais traitement dans le déroulement des opérations. »

**Voir aussi les questions-réponses parlementaires**, ainsi la réponse de Corinne Lepage, Ministre de l'Environnement, au député Pierre Rémond 38282 - 29 avril 1996 : « leur origine lointaine peut laisser à penser qu'ils proviennent de pigeons domestiques échappés de colombiers qui ont développé une population citadine particulière ... des moyens de capture peuvent être ainsi envisagés dès lors qu'ils ne constituent pas des mauvais traitements à animaux » ; confirmé par celle de Mme Poletti Bérengère question n° 2719 J.O. du 30/10/2007 page 6708 :

« Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de population de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles 521 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales et permettent donc de sanctionner des pratiques qui pourraient générer des souffrances aux oiseaux capturés. En tout état de cause, les exigences relatives à la protection animale sont toujours rappelées aux sociétés désirant mettre au point ou commercialiser des appareils d'euthanasie des pigeons ainsi qu'aux sociétés pratiquant leur capture. »

Enfin la réponse à M. Schneider André question n° 71885 J.O. du 30/03/2010 page 3630 qui reprend (copier-coller) les mêmes termes que la réponse à Mme Poletti Bérengère de 2007.

**L'arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques**

(NOR: DEVN0650509A) qui définit :

« article 1 - ... une espèce domestique est une espèce dont tous les représentants appartiennent à des populations animales sélectionnées ... une variété domestique est une population animale sélectionnée constituée d'une fraction des animaux d'une espèce ou d'une race que des traitements particuliers de sélection ont eu pour effet de distinguer des autres animaux de l'espèce ou de la race par un petit nombre de caractères dont l'énumération définit le modèle. »

Le caractère domestique ou non est donc génétique. Pour acquérir le statut de domestique, il faut que l'animal ait subi une modification génétique durable et identifiable, permettant de le distinguer de ses ascendants sauvages non modifiés. Cette modification par sélection peut être réalisée de façon traditionnelle ou par génie génétique. Les pigeons biset dits de ville ont tous le génome modifié par sélection par le fait de l'homme. Certains spécialistes affirment même, que les individus considérés comme sauvages, en Corse, sont eux aussi domestiques, car pollués par des gènes domestiques ...

En France il existe au niveau national une obligation pour les communes de réguler les populations de pigeons domestiques sans propriétaire. Cette obligation est basée principalement sur un risque sanitaire qui pourrait engager la responsabilité pénale du maire. Ainsi nous avons une circulaire du 09/08/1978 du ministère de la santé qui définit un règlement sanitaire départemental type qui sert de base à l'élaboration des règlements départementaux repris partout sous forme d'arrêté avec parfois des adjonctions. Ainsi le Préfet du Val d'Oise par arrêté préfectoral du 29 août 1979 a publié un règlement sanitaire départemental qui ajoute l'obligation sanitaire pour toute personne privée ou publique de capturer (et tuer) les pigeons domestiques.

En 2005, à la suite d'une forte mobilisation des associations de protection animale dénonçant le gazage systématique des pigeons, mobilisation qui généra l'intérêt des médias, le Conseil Régional d'Ile-de-France décida de lancer un programme de recherche « le Pigeon en Ville : écologie de la réconciliation et biodiversité urbaine ». On peut considérer qu'en fait, étant donné la centralisation du pays, c'était le pays tout entier qui était derrière ce programme. Pour s'en convaincre il suffit de considérer la diversité et l'importance des organismes partenaires : CNRS, le Muséum National d'Histoire Naturelle, l'Université de Liège. C'est donc les pouvoirs publics français qui en étaient à l'origine. En avril-mai 2012 le Muséum National d'Histoire Naturelle a publié sur internet les conclusions de ce programme. Sur le risque sanitaire nous avons cette publication qui fait maintenant référence :

Le Pigeon en ville – écologie de la réconciliation et gestion de la nature, épidémiologie et parasitologie, de Julien Gasparini - laboratoire écologie et évolution - Université Pierre et Marie-Curie, Paris VI : « Les pigeons urbains, en vivant à proximité à la fois des citadins et d'autres espèces d'oiseaux sauvages, sont potentiellement source de dispersion et réservoir de différentes zoonoses. Les principales zoonoses potentielles du pigeon sont les Chlamydiaceae (ornithose), la grippe aviaire H5N1, la maladie de Newcastle, le mycoplasme, la toxoplasmose, les salmonelles et le virus du Nil occidental. »

Le maire d'une commune régule les populations de pigeons harets en vertu de son pouvoir de police (missions de sécurité publique) ; en prenant appui sur l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques Elle comprend notamment : ... 7° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces » La régulation du nombre de pigeons biset domestiques harets est faite pour des raisons de propreté, de salubrité publique et pour palier les multiples nuisances qu'un trop grand nombre d'individus font subir à l'environnement naturel et artificiel.

Les méthodes de mise à mort légales sont celles applicables aux animaux domestiques ; les pigeons biset harets étant domestiques, c'est l'article L214-3 du code rural qui s'applique. Celui affirme « qu'il est interdit d'exercer des mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité. Des décrets en Conseil d'État déterminent les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances... ». Mais il n'existe aucun décret en Conseil d'État pour les opérations de dé pigeonnage. La position du ministère de l'agriculture depuis au moins 20 ans a toujours été de considérer, à défaut de décret, qu'il fallait appliquer l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. Mais le premier janvier 2013, le règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort entra en vigueur, ce qui changea la donne. En effet ce texte s'applique aux dépeuplements d'animaux domestiques faits sous l'autorité des pouvoirs publics, pour des motifs de santé publique, de santé animale, de bien-être animal ou des motifs liés à l'environnement ; donc aux dé pigeonnages des communes françaises. On peut observer qu'actuellement celles-ci refusent obstinément d'appliquer le droit communautaire et que la justice (parquet) et l'État (Préfet) laissent faire.

**En conséquence les opérations de chasse au vol** où les pigeons domestiques sont attrapés et tués par le ou les rapaces sont manifestement illégales. La majorité des animaux domestiques attrapés meurent ou sont gravement blessés par les rapaces (faucons et buses). Témoignage d'un fauconnier dé pigeonneur : « quand une buse Haris tient son pigeon on n'arrive pas à la récupérer, c'est pas évident, la difficulté c'est récupérer le pigeon, enfin ce qu'il en reste, parfois on récupère une patte, la buse ne doit pas se gaver sinon elle n'aura plus assez faim pour attaquer ». C'est en fait, un acte de chasse au vol (fauconnerie) sur un animal domestique. Et un acte de chasse, en Europe, est seulement permis sur un animal sauvage (gibier).

Les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales ne peuvent être réalisées par un acte de chasse et doivent respecter l'article L214-3 du code rural ainsi que le règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort et aussi l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. La méthode assurant la meilleure protection des deux textes étant seule légale en France.

Vous trouverez ci-dessous la justification juridique détaillée de ces affirmations.

# RÈGLEMENTATION DU DÉPIGEONNAGE

## Source du droit :

3 questions parlementaires sur 17 ans avec réponse des gouvernements successifs.

Règlement Européen qui encadre le dépiageonnage avec les méthodes de mise à mort autorisées (à compter du 01/01/2013) - Règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort.

## STATUT DES OISEAUX MIS À MORT

### Les pigeons biset harets donc libres nichant sur les bâtiments sont domestiques.

Vu l'avis de l'INRA « Les pigeons des villes » (*DOC*) :

Ces oiseaux ont le statut d'animaux domestiques, bien que sans propriétaires, et sont donc régis par la réglementation s'appliquant à cette catégorie.

Vu le jugement du Conseil d'Etat statuant au contentieux N° 133880 du 4 décembre 1995 :

Considérant que les pigeons vivant en liberté sur le territoire d'une commune ne constituent pas, contrairement à ce que soutient le requérant, la propriété de cette collectivité ;

Vu le rapport de la Commission sur l'application de la Directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages - actualisation pour la période 1996-1998 (*DOC*) :

L'article 1 définit l'objet auquel la Directive s'applique. La Directive porte sur les espèces, c'est-à-dire sur toutes leurs populations et individus, quelle qu'en soit la provenance. Sont exclus les populations de formes domestiques bien reconnaissables, même retournées à l'état sauvage (ainsi les populations libres de pigeon de ville), comme le sont les espèces dont la présence dans la Communauté ne résulte que de l'établissement de populations délibérément ou accidentellement introduites ou de l'observation éventuelle d'individus manifestement échappés de captivité. Sont également exclus les spécimens vivant en captivité.

## NATURE JURIDIQUE DE LA MISE À MORT LORS D'UN DÉPIGEONNAGE

Vu l'article L420-3 du Code de l'environnement :

Constitue un acte de chasse tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la capture ou la mort de celui-ci. ....L'acte préparatoire à la chasse antérieur à la recherche effective du gibier, y compris lorsqu'il consiste en un repérage non armé du gibier sur le territoire où s'exerce le droit de chasse, et l'acte de recherche du gibier accompli par un auxiliaire de la chasse ne constituent pas des actes de chasse.

.....Les entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ou d'oiseaux de fauconnerie, autorisés par l'autorité administrative, ne constituent pas des actes de chasse.

Vu l'article L424-4 du Code de l'environnement :

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, ...

Vu le jugement de la Cour de cassation, chambre criminelle, 93-83341 du 12/10/94 :

alors que constituent du gibier, au sens de la législation sur la chasse, les animaux sans maître, appartenant à une espèce non domestique, fût-elle protégée, vivant à l'état sauvage

Vu le jugement du Conseil d'Etat statuant au contentieux N° 120905 du 26/05/1995 :

que constituent des espèces de gibier, au sens de ces dispositions, les animaux sans maître, appartenant à une espèce non domestique vivant à l'état sauvage, alors même qu'ils feraient par ailleurs l'objet d'une mesure de protection de la faune

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale (JO L 139 du 30.4.2004) :

ANNEXE I – DÉFINITIONS - Aux fins du présent règlement, on entend par : ... 1.5. "gibier sauvage": ... et - les oiseaux sauvages chassés en vue de la consommation humaine;

**CONCLUSION : Les pigeons biset domestiques ne peuvent faire l'objet d'un acte de chasse, n'étant pas considérés comme du gibier car domestiques, donc la mise à mort des pigeons domestiques lors d'un dépiageonnage n'est pas un acte de chasse.**

## MOTIVATION DU DÉPIGEONNAGE

Le maire concourt par son pouvoir de police à l'exercice des missions de sécurité publique et selon l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : *La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques Elle comprend notamment : ... 7° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;*

La régulation du nombre de pigeons biset domestiques harets est faite pour des raisons de propreté, de salubrité publique et pour palier les multiples nuisances qu'un trop grand nombre d'individus font subir à l'environnement naturel et artificiel.

La salubrité publique est l'ensemble des soins que l'administration prend de la santé publique et la définition du mot salubre est l'état de ce qui est sain, favorable à la santé. D'autre part la santé publique désigne à la fois l'état sanitaire d'une population apprécié via des indicateurs de santé (quantitatifs et qualitatifs, dont l'accès aux soins) et l'ensemble des moyens collectifs susceptibles de soigner, promouvoir la santé et d'améliorer les conditions de vie.

Selon l'OMS la salubrité de l'environnement concerne tous les facteurs physiques, chimiques et biologiques exogènes et tous les facteurs connexes influant sur les comportements. Cette notion recouvre l'étude des facteurs environnementaux susceptibles d'avoir une incidence sur la santé, ainsi que la lutte contre ceux-ci. L'hygiène du milieu vise à prévenir les maladies d'origine environnementale et à créer un environnement favorable à la santé. Cette définition exclut les comportements qui ne sont pas en rapport avec l'environnement, les comportements liés au milieu social et culturel et les facteurs génétiques.

La santé publique est un motif majeur qui pousse les communes à contrôler le nombre de pigeons domestiques harets. Voir à ce sujet le document *Le pigeon en ville* du Muséum national d'Histoire naturelle : épidémiologie des maladies du pigeon (**DOC 5**).

### Voir aussi :

**Question N° : 71885** de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire -Bas-Rhin) - Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3630 – Pigeons, prolifération. Zones urbaines. lutte et prévention (**DOC**)

Réponse :

En application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales, les maires peuvent être amenés à adopter des mesures de contrôle de certaines populations animales pour prévenir les risques liés à certaines maladies transmissibles à l'homme et pour limiter les nuisances parfois occasionnées ...

## MOTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE

Les articles L1311-1 et L1311-2 du Code de la santé publique étant non applicables en l'absence de décrets en Conseil d'État pris en application de l'article L1311-1, c'est l'ancien article L1 du code de la santé publique qui stipulait que : « Dans tous les départements, le préfet est tenu, afin de protéger la santé publique, d'établir un règlement sanitaire applicable à toutes les communes du département » qui reste en vigueur et le règlement sanitaire départemental continue de s'appliquer, comme l'a confirmé la jurisprudence.

En 1978, le ministère chargé de la santé (circulaire du 09/08/1978 JO du 13/09/1978) a publié un règlement sanitaire départemental type qui a servi de base à l'élaboration des règlements départementaux. Le règlement sanitaire départemental n'interfère pas avec les textes réglementaires concernant les sujets traités, mais constitue le texte de référence pour imposer des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité aux activités qui ne relèvent pas du champ d'application des installations classées pour la protection de l'environnement. Le règlement sanitaire départemental dont l'objet principal est la protection de la santé publique, traite d'une part des maladies et, d'autre part, de dispositions concernant la protection sanitaire de l'environnement, c'est-à-dire les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, les mesures destinées à assurer l'assainissement des voies et l'élimination des déchets. En résumé, le règlement sanitaire départemental impose des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité publique qui ne sont pas précisées dans d'autres textes. Ce règlement permet de résoudre les principaux problèmes de nuisances quotidiennes.

### **circulaire du 09/08/1978 - Règlement sanitaire départemental type**

#### **Art. 26. - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux communs des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité des habitations ou de leur voisinage. Il est de même interdit d'attirer systématiquement ou de façon habituelle des animaux, **notamment les pigeons** et les chats, quand cette pratique est une **cause d'insalubrité** ou de gêne pour le voisinage.

#### **Art. 120. - Jets de nourriture aux animaux. Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels**

Il est interdit de jeter ou déposer des graines ou nourriture en tous lieux publics pour y attirer les animaux errants, sauvages ou redevenus tels, notamment les chats ou **les pigeons** ; la même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage ou d'attirer les rongeurs. Toutes mesures doivent être prises si la pullulation de ces animaux est susceptible de causer une nuisance ou un **risque de contamination de l'homme par une maladie transmissible**.

#### **Art. 122. - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité**

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à **l'origine de transmission de germes pathogènes ou de nuisances pour l'homme**.

#### **Art. 123. - Autres vecteurs**

Quant au cours de l'enquête épidémiologique menée à l'occasion **d'une maladie contagieuse, il est identifié un germe infectieux ayant pour réservoir un animal** ou le milieu environnant, tel que sol, air, eau... **les autorités sanitaires prennent les mesures propres pour isoler le vecteur en cause et le traiter afin de détruire le germe responsable**. Des mesures peuvent être également prises pour connaître l'ampleur de la contamination, en particulier par l'examen systématique des sujets en contact : hommes ou animaux.

Les préfets peuvent durcir ce texte en ce qui concerne les pigeons harets. Ainsi le Préfet du Val d'Oise par arrêté préfectoral du 29 août 1979 a publié un règlement sanitaire départemental qui ajoute :

#### **119.2 - Pigeons.**

Les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés, ou leurs représentants doivent faire obturer ou grillager toutes les ouvertures susceptibles de donner accès aux pigeons ou de permettre la nidification. Ces dispositifs sont tenus constamment en bon état d'entretien.

Les **propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés**, ou leurs représentants doivent **faire procéder à la capture desdits volatiles en vue de les transférer dans des lieux autorisés ou de les détruire** en se conformant à la réglementation en vigueur sous réserve que l'ordre public ne soit pas troublé et qu'aucun dommage ne soit causé à un tiers. Les façades et parties d'immeubles souillées sont nettoyées et éventuellement désinfectées.

En conséquence si la mise à mort des pigeons harets pour un motif de santé publique dépend de l'autorité du maire d'une commune, un arrêté préfectoral (par le règlement sanitaire départemental) peut la rendre obligatoire à tous les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés.

On notera qu'en l'absence d'obligation dans le règlement sanitaire départemental, la personne privée qui capture et met à mort les pigeons domestiques, le fait de sa propre initiative, respectant ainsi le règlement sanitaire départemental type national.

## **LUTTE CONTRE LES ÉPIZOOTIES**

Une épizootie est une maladie frappant, dans une région plus ou moins vaste, une espèce animale ou un groupe d'espèces dans son ensemble. Si l'épizootie touche un continent ou le monde, on parlera de panzootie, alors que si elle frappe une région d'une façon constante (incidence stable) ou à certaines époques déterminées, on parlera d'enzootie. Une épizootie peut se transformer en zoonose si elle se transmet à l'homme : c'est par exemple le cas avec l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), qui a frappé la Grande-Bretagne et s'est transmise à l'homme sous le nom de maladie de Creutzfeldt-Jakob). Elle peut alors éventuellement évoluer en épidémie (le pendant humain de l'épizootie) ; c'est le cas de la grippe aviaire (une épizootie) qui pourrait devenir contagieuse pour l'homme (une zoonose) et devenir très contagieuse entre les hommes eux-mêmes (une épidémie) selon l'OMS. Si l'infection épizootique est transmissible à l'homme (cas de la tuberculose, de la peste, de la grippe aviaire, de la rage, etc.), on parle d'anthropo-épizootie. Certaines de ces anthropo-épizooties peuvent être bipolaires : l'homme contamine l'animal puis l'animal contamine l'homme, etc. C'est le cas de la tuberculose.

### **Code Rural**

#### **Article L201-1**

Pour l'application du présent livre, sous réserve de dispositions particulières, on entend par dangers sanitaires les dangers qui sont de nature à porter atteinte à la santé des animaux et des végétaux ou à la sécurité sanitaire des aliments et les maladies d'origine animale ou végétale qui sont transmissibles à l'homme.

Les dangers sanitaires sont classés selon les trois catégories suivantes :

1° **Les dangers sanitaires de première catégorie** sont ceux qui étant de nature, par leur nouveauté, leur apparition ou persistance, à porter une atteinte grave à la santé publique ou à la santé des végétaux et des animaux à l'état sauvage ou domestique ou à mettre gravement en cause, par voie directe ou par les perturbations des échanges commerciaux qu'ils provoquent, les capacités de production d'une filière animale ou végétale, requièrent, dans un but d'intérêt général, des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte rendues obligatoires par l'autorité administrative ;

2° **Les dangers sanitaires de deuxième catégorie** sont les dangers sanitaires autres que ceux mentionnés au 1° pour lesquels il peut être nécessaire, dans un but d'intérêt collectif, de mettre en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte définies par l'autorité administrative ou approuvées dans les conditions prévues à l'article L. 201-12 ;

3° **Les dangers sanitaires de troisième catégorie** sont les dangers sanitaires autres que ceux mentionnés aux 1° et 2° pour lesquels les mesures de prévention, de surveillance ou de lutte relèvent de l'initiative privée.

La liste des dangers sanitaires des première et deuxième catégories est établie dans des conditions prévues par voie réglementaire.

Du site officiel du Muséum national d'Histoire naturelle - <http://pigeons.mnhn.fr/spip.php?article54>

Le Pigeon en ville – écologie de la réconciliation et gestion de la nature - EPIDÉMIOLOGIE, PARASITOLOGIE

*Les pigeons urbains, en vivant à proximité à la fois des citadins et d'autres espèces d'oiseaux sauvages, sont potentiellement source de dispersion et réservoir de différentes zoonoses. Les principales zoonoses potentielles du pigeon sont les Chlamydiaceae (ornithose), la grippe aviaire H5N1, la maladie de Newcastle, le mycoplasme, la toxoplasmose, les salmonelles et le virus du Nil occidental.*

**Auteur :** Julien Gasparini - Laboratoire Ecologie et Evolution - Université Pierre et Marie-Curie, Paris VI.

#### **Références :**

Brugère-Picoux J. (2010). Pigeons des villes. Quel risque pour notre santé ? Découverte 368 :34-43

Gasparini, J., Erin, N., Bertin, C., Jacquin, L., Vorimore, F., Frantz, A., Lenouvel, P., Laroucau, K. Sous presse. Impact of urban

environment and host phenotype on the epidemiology of Chlamydiaceae in feral pigeons (*Columba livia*). Environmental Microbiology.

Arrêté du 29 juillet 2013 relatif à la définition des dangers sanitaires de première et deuxième catégorie pour les espèces animales NOR : AGRG1320208A

Zoonoses pigeons	DANGERS SANITAIRES DE PREMIÈRE CATÉGORIE	DANGERS SANITAIRES DE DEUXIÈME CATÉGORIE
Chlamydiaceae		Chlamydophila psittaci. Volailles et oiseaux captifs RÉGION FAISANT L'OBJET d'un programme collectif : France
grippe aviaire	Influenza aviaire faiblement pathogène : Virus de l'influenza aviaire (Orthomyxoviridae, Influenza A.) de sous-type H5, H7 faiblement pathogène Toutes espèces d'oiseaux de la catégorie volailles et oiseaux captifs Influenza aviaire hautement pathogène : Virus de l'influenza aviaire (Orthomyxoviridae, Influenza A) hautement pathogène Toutes espèces d'oiseaux	
maladie de Newcastle	Virus de la maladie de Newcastle (Paramyxoviridae, Avulavirus) Toutes espèces d'oiseaux de la catégorie volailles	
toxoplasmose	<b>NON</b>	<b>NON</b>
mycoplasme	<b>NON</b>	<b>NON</b>
salmonelles	<b>NON</b> seulement les oiseaux des espèces Gallus gallus et Meleagris gallopavo	
virus du Nil occidental	Virus West-Nile (Flaviviridae, Flavivirus) Equidés et oiseaux	

### CONCLUSION SUR LES MOTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE

Les pigeons domestiques harets sont donc mis à mort en vertu d'un devoir de salubrité publique générale des pouvoirs publics et parfois dans le cadre réglementaire de la lutte contre les épizooties (les risques de première et deuxième catégories). On peut aussi remarquer que la notion de salubrité générale formalisée avec le règlement sanitaire départemental est proche des dangers sanitaires de troisième catégorie de l'article L201-1 du Code Rural.

### RÈGLEMENTATION DE LA MISE À MORT TEXTES APPLICABLES JUSQU'AU 31/12/2012

Avant d'examiner le fond, deux réponses à des questions parlementaires apportent la solution :

**Question N° : 71885** de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire -Bas-Rhin) - Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3630 – Pigeons, prolifération. Zones urbaines. lutte et prévention (**DOC**)

Réponse :

... Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de populations de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles R. 521-1 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales. En tout état de cause, les exigences relatives à la protection animale sont toujours rappelées aux sociétés désirant mettre au point ou commercialiser des appareils d'euthanasie des pigeons ainsi qu'aux sociétés pratiquant leur capture et leur euthanasie.

**Question N° : 2719** de Mme Poletti Bérengère ( Union pour un Mouvement Populaire – Ardennes) - Réponse publiée au JO le : 30/10/2007 page : 6708 – Pigeons, méthodes de capture (**DOC**)

Réponse :

... Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de population de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles 521 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales et permettent donc de sanctionner des pratiques qui pourraient générer des souffrances aux oiseaux capturés.

Les pigeons biset harets étant domestiques c'est l'article L214-3 du code rural qui s'applique.

#### Article L214-3

Il est interdit d'exercer des mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances lors des manipulations inhérentes aux diverses techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage des animaux.  
Il en est de même pour ce qui concerne les expériences biologiques médicales et scientifiques qui doivent être limitées aux cas de stricte nécessité.

Mais il n'existe aucun décret en Conseil d'État pour les opérations de dépigeonnage.

Jusqu'au 31/12/2012 la Directive 93/119/CE du Conseil du 22/12/1993 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou leur mise à mort était en vigueur.

### **Article premier Directive 93/119/CE**

La présente directive s'applique à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement, à l'abattage et la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de viandes, de peaux, de fourrures ou d'autres produits et aux procédures de mise à mort des animaux en cas de lutte contre les épizooties.

Cette directive a été transposée en droit interne par le Décret n°97-903 du 01/10/1997 relatif à la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort.

### **Code Rural**

#### **Article R214-63**

Les dispositions de la présente section sont applicables à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement, à l'abattage et la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de viandes, de peaux, de fourrures ou d'autres produits et aux procédures **de mise à mort des animaux en cas de lutte contre les maladies réglementées au sens de l'article D. 221-2.**

Toutefois, elles ne s'appliquent pas :

- 1° Aux expériences techniques ou scientifiques portant sur ces opérations qui sont effectuées sous le contrôle des services vétérinaires ;
- 2° Aux animaux mis à mort lors de manifestations culturelles ou sportives traditionnelles ;
- 3° Au gibier sauvage tué au cours d'une action de chasse.

#### **Article R 214-65**

Toutes les précautions doivent être prises en vue d'épargner aux animaux toute excitation, douleur ou souffrance évitables pendant les opérations de déchargement, d'acheminement, d'hébergement, d'immobilisation, d'étourdissement, d'abattage ou de mise à mort.

#### **Article R214-66**

Les procédés utilisés pour l'immobilisation, l'étourdissement et la mise à mort des animaux sont autorisés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Comme on peut l'observer le Décret n°97-903 du 01/10/1997 relatif à la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort protège les animaux mis à mort en cas de lutte contre les épizooties (voir article D221-2 du Code Rural pour définition). Ce texte ne vise pas les opérations de mise à mort des pigeons domestiques haretés effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales. D'autre par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs a été publié en application du Décret n°97-903 du 01/10/1997 (article R214-66).

Il existe deux possibilités pour les méthodes utilisées dans les opérations de mise à mort des pigeons domestiques haretés effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales. Premièrement elles sont autorisées par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs, deuxièmement elles ne sont pas mentionnées dans cet arrêté.

Si les méthodes sont conformes à l'arrêté du 12 décembre 1997, l'article L214-3 du code rural est respecté et il n'y a pas maltraitance à animal.

Si les méthodes divergent nous avons deux possibilités : soit elles font plus souffrir l'animal que les méthodes autorisées soit moins ou de la même façon.

#### **Soit elles font plus souffrir l'animal.**

Car auparavant autorisées elles sont maintenant interdites pour des raisons de bien-être animal. Ou des publications scientifiques convergentes montrent qu'elles font souffrir les animaux.

Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

#### **Soit elles font moins souffrir l'animal ou de la même façon.**

Des publications scientifiques convergentes le prouvent.

Ici il n'y a pas maltraitance à animal.

## CONCLUSION

En conséquence les méthodes utilisées dans les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales sont conformes et légales si elles respectent l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs ou dans le cas d'un non respect de cet arrêté si elles font moins souffrir l'animal ou de la même façon, publications scientifiques convergentes à l'appui.

## RÈGLEMENTATION DE LA MISE À MORT TEXTES APPLICABLES À PARTIR DU 01/01/2013

À partir du 01/01/2013 le Règlement (CE) N° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort entre en vigueur. Il se substitue aux textes nationaux mais toute règle nationale, applicable à la date d'entrée en vigueur dudit règlement, visant à assurer une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort reste valable. Donc pour savoir si une méthode respecte la légalité il faudra comparer ce qu'en dit le règlement européen et aussi ce qu'en dit l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. La méthode assurant la meilleure protection des deux textes étant seule légale en France.

Le champ d'application du règlement a été élargi en matière de santé publique et ne concerne plus seulement les mises à mort d'animaux lors des opérations de lutttes contre les épizooties par les pouvoirs publics. En effet, maintenant, la nouvelle rédaction (par rapport à l'ancienne directive) concerne aussi les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales :

n) «dépeuplement», la mise à mort d'animaux pour des **motifs de santé publique**, de santé animale, de bien-être animal ou des motifs liés à l'environnement, sous le contrôle de l'autorité compétente;

### CES DEUX TEXTES EN VIGUEUR FONT ÉMERGER PLUSIEURS POSSIBILITÉS

Pour les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales :

**Premier cas** - La méthode utilisée figure dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais pas dans l'arrêté du 12 décembre 1997. C'est légal en raison du champ d'application du règlement.

**Deuxième cas** - La méthode utilisée figure dans le règlement (CE) N° 1099/2009 et dans l'arrêté du 12 décembre 1997. Aucun problème c'est légal.

**Troisième cas** - La méthode utilisée ne figure pas dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais est mentionnée dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

Elle est légale si elle permet une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort que le règlement. Des publications scientifiques convergentes le prouvent.

**Quatrième cas** - La méthode utilisée ne figure pas dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais est mentionnée dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

Elle n'est pas légale si elle ne permet pas une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort que le règlement.

Car auparavant autorisée elle est maintenant interdite pour des raisons de bien-être animal. Ou des publications scientifiques convergentes montrent qu'elle fait souffrir les animaux.

Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

**Cinquième cas** - La méthode utilisée ne figure ni dans le règlement (CE) N° 1099/2009, ni dans l'arrêté du 12 décembre 1997. C'est illégal en raison du champ d'application du règlement qui assure des normes minimales de bien-être animal en Europe. Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

## RÈGLEMENT (CE) N° 1099/2009 DU CONSEIL DU 24 SEPTEMBRE 2009 SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX AU MOMENT DE LEUR MISE À MORT -EXTRAITS

### Article premier page 7

Le présent règlement établit des règles applicables à la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de denrées alimentaires, de laine, de peau, de fourrure ou d'autres produits ainsi qu'à la mise à mort des animaux à des fins de dépeuplement et aux opérations annexes.

...

3. Le présent règlement ne s'applique pas:

a) lorsque les animaux sont mis à mort:

- i) dans le cadre d'expériences scientifiques effectuées sous le contrôle d'une autorité compétente;
- ii) lors d'activités de chasse ou de pêche récréative;
- iii) lors de manifestations culturelles ou sportives;

b) aux volailles, aux lapins et aux lièvres abattus en dehors d'un abattoir par leur propriétaire pour sa consommation domestique privée.

#### **Article 2** page 8

Définitions

aux fins du présent règlement, on entend par:

...

n) «dépeuplement», la mise à mort d'animaux pour des motifs de santé publique, de santé animale, de bien-être animal ou des motifs liés à l'environnement, sous le contrôle de l'autorité compétente;

...

p) «immobilisation», l'application à un animal de tout procédé conçu pour entraver ses mouvements et lui épargner toute douleur, peur ou agitation évitable, en vue de faciliter un étourdissement et une mise à mort efficaces;

...

q) «autorité compétente», l'autorité centrale d'un État membre chargée de garantir le respect des exigences du présent règlement, ou toute autre autorité à laquelle ladite autorité centrale a délégué cette tâche;

#### **Article 3** page 9

Prescriptions générales applicables à la mise à mort et aux opérations annexes

1. Toute douleur, détresse ou souffrance évitable est épargnée aux animaux lors de la mise à mort et des opérations annexes.

...

2. Aux fins du paragraphe 1, les exploitants doivent, en particulier, prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les animaux:

...

d) ne présentent pas de signes de douleur ou de peur évitables, ou un comportement anormal;

#### **Article 4** page 9

Méthodes d'étourdissement

1. Les animaux sont mis à mort uniquement après étourdissement selon les méthodes et les prescriptions spécifiques relatives à leur application exposées à l'annexe I. L'animal est maintenu dans un état d'inconscience et d'insensibilité jusqu'à sa mort.

Les méthodes visées à l'annexe I qui n'entraînent pas la mort instantanée (ci-après dénommées «simple étourdissement») sont suivies aussitôt que possible d'un procédé provoquant infailliblement la mort, comme la saignée, le jonchage, l'électrocution ou l'anoxie prolongée.

### CHAPITRE IV - DÉPEUPEMENT ET MISE À MORT D'URGENCE

#### **Article 18** page 14

Dépeuplement

1. L'autorité compétente chargée d'une opération de dépeuplement définit un plan d'action afin de garantir le respect des dispositions du présent règlement avant le commencement de l'opération.

...

2. L'autorité compétente:

- a) fait en sorte que lesdites opérations soient réalisées conformément au plan d'action visé au paragraphe 1;
- b) prend toutes les mesures appropriées pour préserver le bien-être des animaux dans les meilleures conditions possibles.

#### **Article 23** page 16

Sanctions

Les États membres établissent les règles concernant les sanctions applicables aux violations du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer leur application. Les sanctions ainsi prévues doivent être effectives, proportionnées et dissuasives. Les États membres notifient ces dispositions à la Commission, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2013, et toute modification ultérieure les concernant dans les meilleurs délais.

#### **Article 26** page 17

Dispositions nationales plus strictes

1. Le présent règlement n'empêche pas les États membres de maintenir toute règle nationale, applicable à la date d'entrée en vigueur dudit règlement, visant à assurer une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort.

#### **Article 30** page 18

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Il est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

### ANNEXE I pages 19 à 25

# LISTE DES MÉTHODES D'ÉTOURDISSEMENT ET SPÉCIFICATIONS ANNEXES

(visées à l'article 4)

## CHAPITRE I

### Méthodes

LA MISE À MORT PAR RAPACE, C'EST-À-DIRE PAR CHASSE À VOL (FAUCONNERIE) SUR UN ANIMAL NON IMMOBILISÉ ET LIBRE N'EST PAS MENTIONNÉE COMME MÉTHODE AUTORISÉE.

D'autre par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs ne mentionne pas non plus ce procédé (fauconnerie).